

# I. **LES ÉTATS-UNIS : UNE SUPERPUISSANCE ET SES LIMITES**

Les États-Unis sont une nation et un État singulièrement jeunes sur l'échiquier mondial, puisqu'ils ont à peine trois siècles d'existence, pendant lesquels ils se sont longtemps cantonnés dans un isolationnisme visant à les protéger, eux et leur arrière-cour latino-américaine, des ingérences européennes. Après le bref intermède de 1917-1921, c'est seulement à partir de 1941 qu'ils jouent un rôle actif, désormais permanent et de premier plan, dans la vie internationale. Cependant, au cours du XIX<sup>e</sup> siècle ils avaient réalisé un développement territorial, démographique et économique énorme, grâce à un potentiel humain et matériel de premier ordre. Devenus un partenaire majeur de la lutte contre les totalitarismes nazi et japonais, sans subir de dommages sur leur propre territoire, ils étaient sortis de la guerre avec une économie et une industrie aux moyens décuplés. Une utilisation intelligente de ces moyens, par le plan Marshall, leur permit de stimuler de façon efficace la reconstruction, puis l'essor économique de l'Europe occidentale ruinée par la guerre.

Déjà, contrairement aux espoirs naïfs du président Roosevelt, s'était enclenchée une formidable rivalité avec l'autre grand vainqueur de la Seconde Guerre mondiale, l'Union soviétique, porteuse d'une idéologie totalitaire à vocation mondiale. Malgré les craintes de l'Occident, ou plutôt grâce à celles-ci, cette rivalité se maintint dans les limites de la « guerre froide » avec des moments de tension intense et des conflits à la marge, ou par alliés interposés,

en Corée, au Vietnam, et ailleurs. Mais le centre de gravité de cette guerre froide restait l'Europe, où les États-Unis développèrent leur implantation diplomatique et militaire, grâce au traité d'alliance de l'Atlantique nord, et à l'organisation militaire de celui-ci.

En 1991, ce fut la divine surprise de l'effondrement de l'URSS, les États-Unis restant sur l'échiquier mondial la seule superpuissance. Sur le moment, eux-mêmes et leurs alliés estimèrent que c'était là leur victoire, et celle de la démocratie libérale et de l'économie de marché, qui allaient désormais régner sans partage sur le monde. Certes, restait à convaincre et à convertir bien des pays, menés de façon tyrannique ou accablés d'anarchie, avec des économies profondément sous-développées. Il fallait aussi aider, dans leur reconversion à la démocratie et à l'économie de marché, les pays qui venaient de subir 50 ou 70 ans d'économie dirigée, fondée sur une idéologie désormais en faillite. Et l'Amérique de se lancer avec passion dans cette double mission : mondialiser l'économie libérale et promouvoir la démocratie, d'abord auprès de ces pays ex-communistes, et aussi partout dans le monde.

Au cours de ce premier demi-siècle de présence sur la scène internationale, l'Amérique avait également été active sur d'autres continents, notamment en Extrême-Orient où, après avoir mené une guerre difficile et finalement victorieuse, elle restait présente sur le sol du Japon vaincu, pour le démocratiser et l'aider à se reconstruire, faisant de lui un allié et un partenaire économique de premier plan. À l'autre extrémité du continent asiatique, c'était le soutien sans faille à l'État d'Israël né dans la tourmente au lendemain de la guerre, par la volonté des survivants du génocide nazi. Mais, du fait de la guerre froide avec Moscou, le centre de gravité de la politique extérieure américaine était resté fixé en Europe. Avec l'arrivée du XXI<sup>e</sup> siècle, les choses évoluent et ce centre de gravité tend à se déplacer vers l'Asie, tandis que Washington poursuit, sur le vieux continent, la stratégie héritée de la guerre froide, et consistant à étendre l'alliance atlantique et son organisation militaire jusqu'aux portes d'une Russie post-soviétique affaiblie, dont les protestations ne peuvent, dans un premier temps, être que platoniques, mais qui retrouvent du mordant à mesure que le pays reprend vigueur.

D'autre part on assiste à une spectaculaire montée en puissance de la Chine, que Washington contemple avec un mélange de fascination et d'inquiétude. C'est que, dans l'après-Mao, cet immense pays emprunte un chemin singulier en se convertissant à une économie de marché de plus en plus performante, tout en conservant un régime politique autoritaire entre les mains du parti. De sorte que certains craignent que demain la confrontation avec la Chine ne remplace, avec des risques accrus, ce qu'avait été le duel avec l'URSS. Pourtant, dès 1972, le président Nixon amorçait le rétablissement de relations diplomatiques avec Pékin, pensant y trouver un contrepois voire une alliance de revers à l'égard de Moscou.

À l'autre bout de l'Asie, le conflit israélo-palestinien continue de faire problème, et ce malgré les efforts faits, et les accords signés, qui devaient, par étapes, mener à la coexistence pacifique des deux États, israélien et palestinien. À chaque fois les délicats mécanismes s'enrayaient et de nouvelles violences surgissaient, qui trouvaient un écho à travers tout le monde arabe. D'un autre côté, de naïfs conseils donnés par un président des États-Unis à son fidèle allié le schah d'Iran, d'assouplir son régime avaient abouti au renversement de celui-ci et à la prise de pouvoir par l'ayatollah Khomeyni. Celui-ci instaurait une république islamiste, au détriment des intellectuels libéraux qui avaient contribué à son succès. L'Occident avait alors tenté de l'abattre en soutenant le dictateur irakien Saddam Hussein, dans une guerre qui dura huit ans et qui — s'achevant par un match nul — avait conforté le régime de Téhéran.

En février 1993, des musulmans extrémistes commettaient un attentat dans les sous-sols du World Trade Center de New York, faisant 6 morts et un millier de blessés. De rares observateurs en avaient conclu que le territoire américain n'était plus à l'abri du terrorisme. En 1996, Ben Laden — que les Américains avaient soutenu lorsqu'il luttait contre la présence militaire soviétique en Afghanistan — « déclarait la guerre » aux États-Unis, et trois ans plus tard le « Front islamique mondial » faisait de même. En 1998 des attentats prenaient pour cibles des ambassades américaines à l'étranger. Les stratèges américains oublièrent le précédent de

1993 pour décréter que les risques ne pouvaient se situer qu'au dehors du sanctuaire national.

Vint le 11 septembre 2001... Ainsi, les États-Unis étaient attaqués, sur leur propre sol, d'une façon aussi brutale et inattendue que lors de Pearl Harbor. Et à l'improviste, n'étaient quelques mises en garde venues de divers côtés et dont on n'avait pas tenu compte. Comme en 1941, l'Amérique était en guerre, et ses alliés européens étaient unanimes à déclarer que, conformément à l'article 5 du traité de l'Atlantique nord, ils se considéraient comme agressés eux aussi. Comment réagir ? Ben Laden, qui revendiquait la responsabilité de ce quadruple attentat, s'était réfugié en Afghanistan, auprès du régime des talibans, qui refusait de le livrer. Avec la bénédiction des Nations unies, une coalition envahit ce pays, et élimina de Kaboul ce régime. Mais, faute de moyens, on laisse échapper ben Laden et ses principaux comparses, et au fil des mois, les talibans reprennent le contrôle de diverses provinces, tandis que la reconstruction du pays piétine, ainsi que sa démocratisation.

#### ■ Une lourde erreur stratégique : l'invasion de l'Irak

En mars 2003 les États-Unis décident, cette fois sans l'accord des Nations unies, d'envahir l'Irak, où ils veulent à la fois éliminer Saddam Hussein, retrouver et détruire des armes de destruction massive qu'ils l'accusent d'avoir amassées, et enfin construire dans ce pays une démocratie moderne, qui servira de modèle au reste du Moyen-Orient. Après des succès initiaux et la capture du dictateur, le conflit change de nature et s'enlise dans une guérilla faite d'attentats-suicides et d'enlèvements. Le pays glisse vers la guerre civile, au grand bénéfice des extrémistes de tout poil. Peu à peu s'apaisent les querelles acrimonieuses surgies entre les États-Unis et ceux de leurs alliés — France et Allemagne — qui s'étaient opposés à cette guerre d'Irak. Car la classe politique et l'opinion américaines s'inquiètent de plus en plus de l'enlisement du conflit, de sorte que s'accroît le nombre des voix qui réclament le retrait des forces. Ce qui — semble-t-il — ne résoudrait rien, non plus que le maintien de l'occupation militaire, l'Amérique s'étant jetée

dans un piège inextricable, résultat d'une opération mal préparée, mal conçue, fondée sur une stratégie erronée consistant à attaquer un État pour riposter à une nébuleuse terroriste non étatique disposant de cellules disséminées dans le monde musulman, mais aussi dans les communautés essaimées à travers l'Occident, notamment en Europe, comme le montrent les attentats perpétrés par la suite à Madrid et à Londres, auxquels s'ajoutent d'autres complots qui ont pu être déjoués.

Divers événements récents, et surtout le « onze septembre » avaient révélé d'immenses lacunes des services de renseignement américains. Tandis qu'on avait écarté avec dédain les informations et mises en garde, au moins partielles, venant des services de pays amis. Ceux-ci n'en étaient-il pas restés aux méthodes anciennes, tenues pour périmées et fondées sur le recours à des moyens humains — agents infiltrés, honorables correspondants — alors qu'on disposait de moyens techniques permettant de capter la quasi-totalité des conversations téléphoniques échangées à travers le monde, ainsi que des messages transitant sur internet ?

Cette insuffisance du renseignement était à nouveau confirmée dans la préparation de l'expédition irakienne et de son après-guerre, insuffisance aggravée par une utilisation volontairement faussée, de manière à fabriquer l'alibi des armes de destruction massive imputées à Saddam Hussein. Il était donc urgent de réformer ces services et de remplacer leurs rivalités congénitales par une coordination rigoureuse. Mais les progrès sont lents, et le recours aux moyens humains traditionnels se heurte à d'énormes difficultés. Car il faut, soit recruter sur le terrain des agents dont le loyalisme est souvent aléatoire, soit former des hommes sûrs, leur apprendre les langues et les coutumes et les infiltrer avec patience dans des groupes de plus en plus fermés. Tandis que, selon leur penchant naturel, les responsables américains ont tendance à vouloir résoudre par des solutions techniques les problèmes politiques et humains qui se posent. Ainsi espère-t-on disposer un jour de drones minuscules, de la dimension d'une libellule, qui iront recueillir et transmettre les conversations les plus discrètes échangées partout où l'on suspectera qu'une attaque se trame. En attendant, le géant américain continue de s'avancer

dans un brouillard épais à la recherche de cet ennemi multiple et évanescent.

Pour ajouter aux soucis des États-Unis, voici que dans leur arrière-cour latino-américaine, arrivent au pouvoir des majorités de gauche, certaines modérées, d'autres prenant comme modèle le socialisme castriste ou soviétique, évidemment incapable de sortir ces pays du sous-développement mais exerçant un attrait incontestable sur les masses notamment par leur connotation anti-yankee. En même temps affluent sur le territoire nord-américain des immigrés, légaux ou clandestins, venant de ces pays et surtout du Mexique et dont le nombre est de nature à modifier profondément, à terme, son équilibre démographique.

### ■ **Pourtant l'économie US tient bon... et puis vacille !**

L'imbroglio dans lequel se sont enfoncés les États-Unis au Moyen-Orient se traduit par un déséquilibre budgétaire croissant, auquel s'ajoute un déficit commercial dû à l'explosion des cours du pétrole ainsi qu'à l'invasion des produits chinois allant des gadgets de pacotille aux équipements électroniques les plus sophistiqués. Mais ce déficit commercial est sans cesse compensé par les placements et investissements opérés par les bénéficiaires des monumentales sorties de dollars, au premier rang desquels figure désormais la Chine. Or, voici qu'à l'été 2007 explose la crise des prêts hypothécaires qui secoue, non seulement le monde bancaire, mais toute l'économie, et que le dollar plonge. Le tsunami financier atteint aussi les rivages européens, tandis que les autorités américaines, renonçant au laisser-faire, interviennent vivement, pour tenter d'écarter le spectre de 1929. Chacun espère que sa vitalité, sa capacité à s'adapter aux situations nouvelles, permettront à l'Amérique de surmonter cette épreuve.

Mais, là comme ailleurs, Washington a montré ses limites et ses erreurs dans sa façon de traiter les affaires du monde. Ainsi s'accumulent des nuages annonciateurs d'un ouragan dont on ne devine pas encore l'ampleur, même si la tragédie du 11 Septembre laisse augurer du caractère extrême qu'il pourra revêtir.

## II. LE MONDE MUSULMAN EN ÉBULLITION

C'est une remarquable histoire que celle de la civilisation musulmane. De toutes les grandes civilisations, c'est la seule qui s'identifie strictement à une religion, les autres se référant aux peuples qu'elles irriguent, tandis que celle des peuples européens, soucieuse d'occulter ses racines chrétiennes, se contente d'une appellation géographique ou cardinale.

Relativement récent, puisque né au VII<sup>e</sup> siècle, l'islam a pris une extension considérable, allant des rives atlantiques de l'Afrique du Nord aux confins de la Chine et des Philippines, et il regroupe à présent plus d'un milliard d'êtres humains. Il connut des périodes de grande puissance et de splendeur culturelle, de Bagdad à Cordoue, rivalisant avec l'Europe carolingienne puis médiévale, procédant avec celle-ci à des échanges fructueux alternant avec des affrontements guerriers. Pendant des siècles, ce rayonnement s'était accompagné d'un expansionnisme militaire qui, parti de la péninsule Arabique au climat sévère et aux ressources alors spartiates, avait progressivement colonisé toute l'Afrique au nord du Sahara, le Moyen-Orient et le Croissant fertile, l'Asie centrale ainsi qu'une grande partie de l'Inde et de l'Indonésie.

Elle s'était également étendue en Europe, en commençant par la péninsule Ibérique et une partie de l'ancienne Gaule, tandis qu'à l'est elle se heurtait à la résistance de l'Empire byzantin, et à la contre-offensive — moins durable — des croisades. Après la chute de Constantinople, en 1453, elle progressait dans les Balkans et la

plaine danubienne, jusqu'à mettre le siège devant Vienne, la capitale du Saint-Empire, en 1529 puis à nouveau en 1683.

Le reflux s'était amorcé à l'ouest avec la bataille de Poitiers, en 723, puis la « Reconquête » du Portugal et de l'Espagne, achevée en 1492. À l'est, après la levée du siège de Vienne, s'amorça un autre reflux qui se poursuivit tout au long des XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles, en même temps que s'y mêlaient des rivalités grandissantes entre puissances européennes, de sorte que certaines d'entre elles prenaient fait et cause pour l'Empire ottoman, devenu « l'homme malade » de l'Europe. Un dernier épisode de ce recul fut celui des guerres balkaniques de 1911-1913, ne laissant à l'Empire ottoman qu'un territoire exigu autour d'Istanbul.

En même temps le monde musulman connaissait un déclin qui s'accompagnait d'une colonisation ou d'une mise sous tutelle de la plupart des territoires par les grands colonisateurs qu'étaient l'Angleterre, la Russie et la France, aussi bien en Afrique qu'en Asie. À l'exception de l'Afghanistan, devenu zone tampon, et de l'Empire ottoman, lui-même en état de décomposition, et qui allait se disloquer au lendemain de la Première Guerre mondiale, tandis que la plupart de ses anciennes dépendances passaient sous le contrôle des Européens.

Cependant, les populations très diverses de ce vaste ensemble se caractérisèrent par une remarquable résistance à l'assimilation par ces sociétés occidentales dont elles subissaient la tutelle plus ou moins pesante. Ce qui montre combien cette civilisation était ancrée dans les mœurs et les mentalités, combien elle répondait aux besoins et aux aspirations de ces populations, tandis que l'introduction de quelques éléments de modernité économique et sanitaire n'affectait guère les structures sociales traditionnelles. Dans quelques États, les élites se montraient attirées par les modes de vie et de pensée de l'Occident ; ils se dotèrent d'institutions « laïques » et certains partis s'inspirèrent de ce principe, tels le Baas syrien et le Baath irakien, la Turquie de Kemal Atatürk allant le plus loin dans cette tentative d'« occidentalisation ».